économie compliquée et ceux qui, ayant atteint la quarantaine, n'ont pas de travail, non parce qu'ils ne possèdent pas la formation nécessaire, mais parce que, dans notre société axée sur la jeunesse, on les trouve trop vieux.

Le ministre a ajouté:

Selon toute vraisemblance, au cours des années 70, un plus grand éventail de la population active du Canada occupera un emploi temporaire.

Certains chiffres cités aujourd'hui, donnent une idée de ce que pense le ministre, chiffres qui inquiètent les membres de tous les partis, sont l'indice d'un déplacement technologique général de la main-d'œuvre au Canada. Voilà pourquoi l'assurance-chômage doit subir les réformes d'envergure annoncées à la Chambre par le ministre du Travail qui, à mon avis, a été critiqué injustement cet après-midi. Tous les députés se rendront compte, je l'espère, qu'aucun programme de l'importance du nouveau programme d'assurance-chômage ne peut être mis en œuvre sans planification et mûre réflexion et qu'il serait regrettable d'écarter le projet général et de longue portée actuellement à l'étude en faveur d'expédients et de modifications à court terme. Assurément, il faut autre chose qu'un rapiéçage des dispositions actuelles. Il importe de leur substituer un plan d'ensemble qui apporte à la population active des avantages nouveaux et utiles.

Le programme qu'étudie maintenant la Chambre, et plus particulièrement le comité permanent du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration, est le fruit de deux années de travail ardu et de planification menés par le gouvernement avec la collaboration des députés de l'opposition. De ces deux ans, il a fallu près de six mois pour étudier le projet et en approuver tous les aspects, rédiger le Livre blanc, le faire imprimer et diffuser. Le gouvernement ne présente pas d'excuses d'avoir pris le temps de bien faire comprendre le Livre blanc par le public et de donner aux Canadiens la possibilité d'exprimer leurs vues. Il a fallu encore du temps pour cette étude de la part du public et au comité de la Chambre. Certainement, les travaux du comité permanent que préside avec compétence le député de Scarborough-Ouest (M. Weatherhead) méritent des louanges.

M. l'Orateur suppléant (M. Laniel): A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé.

M. Lincoln Alexander (Hamilton-Ouest): Je crains que l'honorable représentant de Burnaby-Seymour (M. Perreault), qui siège avec moi au comité permanent du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration, où la question de l'assurance-chômage est actuellement à l'étude, n'ait pas compris le sens de la motion dont la Chambre est saisie. La première partie du préambule de cette motion déclare:

Considérant qu'il y a une escalade inflexible du niveau du chômage dans toutes les régions du Canada...

Je ne pense pas que le député veuille contester cela. La motion poursuit:

Qu'un certain nombre de personnes qui font autorité en économie ont prédit des niveaux de chômage sans précédent au cours de l'hiver ..

Je pense que le député sera également d'accord sur ce point. Vient ensuite un troisième paragraphe qui n'est pas sans me préoccuper; je voudrais que nous le discutions étant donné qu'il concerne la province de Québec, la ville d'Hamilton et, en fait, toutes les régions du pays. Ce qui me rend perplexe, c'est qu'un pays si riche en ressources, dont le potentiel technologique est aussi considérable, l'industrialisation aussi poussée et la main-d'œuvre disponible aussi abondante, puisse se trouver dans une situation justifiant une motion comme celle que nous examinons aujourd'hui.

Je ne dis pas que le gouvernement a littéralement et froidement mis en œuvre un programme visant à provoquer la situation actuelle mais je dis que le gouvernement fait preuve de suffisance et d'apathie à cet égard. Le ministre des Finances (M. Benson) nous a dit que depuis les années 60, il s'inquiétait d'une certaine tendance qui laissait deviner une accélération de l'inflation au point de menacer non seulement la stabilité du développement économique du Canada mais encore l'unité canadienne elle-même. Il me semble que la recrudescence du chômage menace aussi non seulement la stabilité de notre économie mais encore la stabilité du pays tout entier. Il importe de maintenir un équilibre; en ce moment, la balance ne semble pas être en faveur du gouvernement à cet égard.

Le premier ministre (M. Trudeau) adopte pour sa part une attitude qu'on ne saurait qualifier autrement que de suffisante et d'apathique. Le premier ministre de l'Ontario déclare que la hausse du chômage a été causée délibérément par les politiques d'Ottawa. Dans la réponse qu'il donnait il y a quelque temps, le premier ministre (M. Trudeau) parlait du chômage comme d'un effet secondaire déplorable de la politique fiscale et monétaire du gouvernement. Assurément, nous devons constater l'effet secondaire désastreux de cette politique sur toutes ces personnes qui ne sont pas en mesure de le combattre avec efficacité. Je crois qu'il est temps que le gouvernement évalue de nouveau les effets secondaires regrettables de ses politiques fiscales et monétaires.

Un éditorial publié dans le *Toronto Telegram* du 11 octobre déclarait:

Au Québec, nous voyons comment le malaise social, causé en partie par un taux élevé de chômage chronique, a été une cause profonde de l'extrémisme politique. Si le chômage régional demeure sans solution ailleurs, personne ne peut être sûr qu'on ne recourra pas à la violence ailleurs au Canada.

Il me semble que le gouvernement ne tient aucun compte de la frustration des vieux, de la colère des jeunes, du désespoir des pauvres et du découragement des personnes employables. Il me semble que les perspectives de révolution seront déterminées, jusqu'à un certain point, par le statut social et économique atteint par les groupes que je viens de mentionner. Il me semble que nous n'avons traité que des effets; nous ne devons pas laisser la loi sur les mesures de guerre et le bill sur les pouvoirs d'urgence provisoires obscurcir notre vision et nous dissuader d'étudier les causes. Il suffit de considérer la politique prônée au cours des quinze derniers jours par certains politiciens du sud de la frontière qui se sont efforcés de mettre l'accent sur la nécessité de maintenir l'ordre public—politique qui n'a pas reçu l'agrément de la grande majorité des Américains. Ce qui les préoccupe—et je l'ai souvent répété—ce sont des problèmes concrets et terre-à-terre dont le plus important est celui du chômage.